

---

LONDRES - Forum ouvert du GAC - Session ouverte à la communauté

Jeudi 26 juin 2014 – 08h30 à 10h00

ICANN – Londres, Angleterre

ANDERS HEKTOR:

Je vous souhaite la bienvenue à vous tous, à ce premier forum ouvert du GAC. Représentant de la Suède, le modérateur de cette séance sera Bertrand de la chapelle. Il est un ancien membre du GAC. Vous les connaissez tous. Il est aussi un ancien membre du conseil d'administration. Si vous êtes sur les côtés de la salle, veuillez-vous rapprocher aux espaces où vous avez des microphones disponibles pour être plus rapprochés, pour pouvoir interagir.

Vous ne devez pas avoir peur de prendre une place du GAC pendant cette réunion en particulier parce qu'en fait, nous n'avons plus d'interaction liée au GAC. Je cède la parole donc à Bertrand.

BERTRAND DE LA CHAPELLE:

Bonjour à tous. Nous commençons avec un tout petit peu de retard par rapport à ce que nous avions prévu. Avant de commencer, je voudrai vous poser une question. Ma question est la suivante: pourriez-vous lever la main si vous n'êtes pas membre du GAC? Bien, il est important de le savoir parce que cette séance est une conséquence directe du rapport de l'ATRT et l'idée justement de vous expliquer le fonctionnement du GAC.

---

*Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier mais pas comme registre faisant autorité.*

---

Alors, sachez que même vous pouvez être au fond de la salle. C'est vous le public auquel nous nous adressons et pas les membres du GAC. Vous êtes ici pour nous aider et probablement nous expliquer des points de vos propres expériences. La raison pour laquelle cette séance a été organisée c'est qu'à beaucoup d'occasions, nous essayons d'avoir toujours tout le monde au même endroit et de les mettre dans des salles différentes pour qu'ils ne puissent pas interagir. Voilà donc le modèle de cette organisation. Il est important de bien comprendre quel est le fonctionnement du GAC et en particulier comment sont appliquées les règles et comment sont les structures et quel est le fonctionnement du GAC et l'importance que cela peut avoir pour le reste de la communauté. Nous avons un ordre du jour relativement dense et ici Anders a établi un ordre du jour fantastique. Il y aura plusieurs segments pendant cette réunion.

Anders, lui-même va faire une présentation générale des aspects de base de la deuxième séance, se rapportera à la manière dont les différents membres du GAC travaillent pour leur propres administrations, comment ils se préparent pour ces réunions du GAC, le fonctionnement du groupe de travail surtout dans la période intersession.

Nicholas Caballero, en parlera. Suzanne Radell, je ne sais pas si vous parlez. Non. J'ai bien compris que vous n'allez pas le faire. Donc, ce serait Manal Ismail de l'Egypte qui prendra aussi la parole puis Heather Driden, la présidente du GAC du Canada et Stefano Trumpy de l'Italie auront la responsabilité fondamentale d'expliquer comment sont élaborés les communiqués du GAC. Ils se baseront pour le faire sur le

---

développement et le déroulement des séances liées au communiqué. Enfin, Olof Nordling qui fait partie du personnel de l'ICANN expliquera quel type de soutien peut obtenir le GAC au sein de l'ICANN.

Je voudrai maintenant céder la parole à Anders Hector de la Suède qui a une présentation, une série de diapos et qui prendra dix minutes. Est-ce que cela va vous suffire?

SWEDEN:

Je crois que cela me suffit. J'ai à peu près dix diapos. Est-ce qu'on pourrait passer à la première diapo s'il vous plait. Est-ce que je peux passer la diapo d'ici ou je dois demander à quelqu'un? Julia, s'il vous plait. Très bien. Le GAC existe, j'ai appris de Heather que le GAC existe depuis 1998. Donc, le GAC existe depuis un certain nombre d'années. Dans l'affirmation d'engagement, on parle du rôle qui est attribué au GAC. L'affirmation d'engagement reconnaît le rôle que joue le GAC, le rôle important que joue le GAC en matière de politiques publiques.

Il y a un certain nombre de détails dans cette affirmation d'engagement où l'on explique de manière plus spécifique quels sont les domaines dans lesquels le GAC peut contribuer. Bien évidemment, les documents de politiques les plus importants pour le GAC ce sont les principes opérationnels du GAC et les statuts de l'ICANN. Ces statuts gèrent notre travail. Ces statuts sont la base de notre travail et il y a un principe de base est c'est le fait de réunir les autorités publiques afin qu'elles puissent faire leurs contributions en matière des politiques publiques.

---

Les statuts prévoient également la façon dont il faut répondre à l'avis fourni par le GAC. Vous voyez donc sur la diapo les statuts de l'ICANN où l'on dit qu'il faut qu'il existe un comité consultatif gouvernemental qui doit conseiller le conseil d'administration. Le GAC est un comité consultatif. Les membres du GAC peuvent être tous les gouvernements nationaux, nous avons en ce moment 142 gouvernements qui font partie du GAC. Il y a donc, beaucoup de représentants, mais le GAC est ouvert aussi aux différents types d'organisations comme la commission de l'Union Africaine et la commission de l'Union Européenne en tant que membre à titre complet et puis des organisations gouvernementales multinationales qui peuvent travailler en tant qu'observateurs.

J'ai vu un communiqué qui indiquait que dans cette réunion il y avait 61 pays présents et huit observateurs. Ce qui est très positif. Pour la réunion gouvernementale de haut niveau, on a eu 100 membres gouvernementaux qui ont participé à un chiffre record, si je ne m'abuse. Les membres du GAC sont des représentants de leurs pays qui viennent avec un assistant et qui peuvent être accompagnés aussi de conseillers. Si vous venez à une réunion ouverte, vous vous rendrez compte que la salle est complète pour certaines réunions parce qu'il y a plusieurs représentants avec leurs conseillers.

Il peut y avoir beaucoup de monde présent aux réunions. Je ne sais pas combien de gens peuvent entrer dans la salle, mais je sais qu'il y en a toujours beaucoup. Les représentants. Donc, les membres du GAC doivent occuper un poste formel au sein de leur gouvernement, un poste qui soit lié aux politiques publiques.

---

Donc, nous choisissons un président. Ce président participe au conseil d'administration sans droit de vote et le statut stipule aussi que nous devons avoir un membre sans droit de vote au nom com ainsi que des agents de liaison auprès d'autres organisations de soutien ou comités consultatifs. Nous avons notre propre charte et nos propres principes opérationnels. Le GAC met en place ces propres révisions qui sont expliqué et qui sont prévus dans ces principes opérationnels.

La diapo suivante s'il vous plait. Le conseil d'administration doit informer le GAC lorsqu'il y a des politiques en matière des politiques publiques et le GAC peut faire des commentaires, des avis, des recommandations au conseil d'administration pour contribuer au développement de ces politiques. Le conseil d'administration doit prendre en compte l'avis du GAC et si le conseil d'administration n'est pas d'accord avec la mesure recommandée par le GAC, il doit informer le GAC les raisons pour lesquelles il ne va pas mettre en place ces recommandations.

Bien entendu, c'est une question très importante parce qu'il se peut que le conseil d'administration et le GAC n'arrivent à se mettre d'accord et à ce moment-là c'est le conseil d'administration qui doit prendre une décision tout en établissant pourquoi il a pris cette décision et qu'il n'a pas suivi l'avis du GAC.

En ce qui concerne les principes opérationnels du GAC. Le détail des dispositions des statuts disent qu'il y a 15 articles et 54 principes qui sont liés aux différents points évoqués par les statuts. Vous pouvez voir quelques titres sur la diapo où l'on parle de la portée, le type de réunion, l'ordre du jour des réunions, le type des membres, les

---

représentants, ce que l'on attend du président, des vices présidents, comment on choisit le président et les vices présidents et comment on tient aux séances plénières.

Nous avons un secrétariat qui soutient le GAC et je ne sais pas ici pourquoi on parle de publicité. On veut par-là dire comment nous rendons public les décisions que nous prenons, l'avis que nous fournissons.

Et la dernière diapo, je respecte là les temps. Je suis bien dans les temps. En tant qu'exemple, une question vraiment très importante qui peut se produire et cela est lié au fait de savoir comment nous mettons en place nos activités. Le GAC doit élaborer un conseil, conseiller l'ICANN par rapport à certains nombre de questions, mais le GAC ne prend pas de décisions. Nous nous mettons d'accord par consensus et cela veut dire que nous nous mettons d'accord par rapport à quelque chose de générale.

Quand on ne peut pas parvenir à un consensus, le président doit exprimer tous les points de vue manifestés par les membres du GAC au conseil d'administration de l'ICANN. C'est un point vraiment important. On débat des interprétations des différentes questions très souvent. J'ai parlé un peu moins de dix minutes même.

**BERTRAND DE LA CHAPELLE:** C'est bien. Vous avez bien respecté les temps. Certains des points que l'on a vus sur ces diapos. Il faut dire que beaucoup de ces points méritent des débats plus longs et certains de ces points seront discutés

---

de façon plus détaillée plus tard. Mais, je voulais tout jute faire une petite liste. Vous avez parlé des gouvernements. Moi, j'ai fait partie du GAC et je sais que le nombre de représentants a énormément augmenté, 142 pays c'est vraiment un niveau proportionnel où l'on pourrait voir tous les gouvernements du monde et cela est important si l'on considère la population que vous représentez.

Vous représentez la grande majorité, 80,95% de la population mondiale. Et quand on dit que 60 pays sont présents, je dois dire à partir de mon expérience, j'ai été le représentant de la France un moment donné au sein du GAC et à partir de mon expérience au GAC et dans d'autres organisations internationales. 60 pays participant à des séances et à des groupes de travail c'est quelque chose de très significatif qui mérite vraiment un commentaire et qui est très important.

Quand vous avez parlé des liaisons, des agents de liaison sans droit de vote, je ne sais pas si vous souhaiteriez nous en parler davantage parce que vous me corrigerez si je me trompe, mais ces agents de liaison avec le conseil d'administration, cette personne, cet agent c'est le président du GAC. Est-ce que c'est un choix du GAC? Comment ça se passe?

HEATHER DRYDEN:

Je pense que c'était une décision prise avant ma présidence. Que ce soit le président qui occupe le poste d'agent de liaison auprès du conseil d'administration. Je sais que cela est différents par rapport à ce qui se passe dans les SO ou AC parce qu'il y a le président des associations et un autre agent occupe ce poste d'agent de liaison.

---

**BERTRAND DE LA CHAPELLE:** J'ai fait cette question, j'ai posé cette question parce que dans les principes opérationnels, il y a la possibilité de choisir parmi plusieurs options et le fait que le communiqué soit utilisé comme le canal principal de conseil, je pense que c'est assez récent parce qu'il y a des principes ou des avis par le passé qui rentraient un peu plus dans le détail. Mais il faut bien comprendre que c'est le principal canal pour conseiller le conseil d'administration. Et finalement, il y a deux mots ici, il y a des expressions extrêmement importantes et qui déclenchent des tensions naturelles parce qu'ils peuvent faire l'objet d'une interprétation difficile à comprendre.

D'un côté, le mot « timely » en anglais opportun, c'est l'un des éléments importants et par la suite, on va parler plus en détail de ce travail car il y a certaines contraintes sur le travail que font les gouvernements dans leurs pays et qui ont un impact sur l'avis que le GAC pourra donner et ensuite l'articulation entre le GAC et les groupe de travail de l'ICANN car cela a un impact par rapport au moment où l'avis du GAC sera élaboré. Par la suite le mot « consensus » est un terme très important notamment lorsqu'il s'agit de questions sensibles.

Je voulais attirer votre attention sur ces deux mots. Est-ce qu'il y a des questions spécifiques par rapport à ce que l'on vient de dire? Y-a-t-il des questions de la part du public, des questions que vous souhaitez poser? Autrement, nous allons passer au segment suivant de cette présentation intitulé « préparation pour participer, travail entre séances et travail en groupe ». Nicholas Cabellero et Manal, est ce que vous voulez participer aussi, vous voulez intervenir? Très bien, je vous

---

demande de parler à tour de rôle. Je pense que d'abord il faudrait parler de la gouvernance du GAC et puis comment fonctionner entre les séances.

NICHOLAS CABELLERO:

Merci Bertrand. Je représente le gouvernement de Paraguay. Je vais être très bref. Il y a deux choses importantes que je tiens à vous dire avant de commencer. Je n'ai rien à voir avec l'image, là la photo qui est devant moi. Je pense que cela représente un chanteur canadien, c'est ça? Et puis, je veux dire que le Paraguay n'a rien à voir avec l'équipe qui a gagné contre l'Italie et l'Angleterre au foot. C'était Uruguay, ce n'était pas Paraguay.

Je travaille pour le secrétariat SENATICS. C'est l'institution qui s'occupe de l'administration électronique « e-gouvernement ». Je m'occupe de la coordination avec les organisations internationales. Je suis responsable de la fibre optique, les centres de données. Je représente donc aussi le Paraguay au sein du GAC. En ce qui concerne les ressources, pour participer aux réunions du GAC, ces ressources sont assez limitées surtout pour des pays en développement comme le Paraguay. Et donc, en fonction de l'endroit où se tient la réunion du GAC, nous avons un budget plus ou moins important.

En ce qui concerne le travail réalisé entre les séances, entre les sessions, entre les réunions, nous travaillons par le biais de listes de diffusion de courriers électroniques grâce auxquels on peut faire le suivi des sujet clés, des thèmes les plus importants et puis nous organisons aussi, nous

---

participons à des séminaires web, vision conférence ou des réunions qui se font à distance.

En ce qui concerne pour la préparation des réunions, nous avons des réunions directement avec les ministres où l'on parle des derniers événements en matière de gouvernance de l'internet. Nous analysons une liste de questions qui doivent être abordées et nous vérifions s'il y a des questions sensibles pour le Paraguay en tant que pays ou s'il y a des questions vraiment clés. Dieu merci, on n'était pas très impliqué dans toutes les questions de.amazon ou.patagonie ou.wine.vin. Mais, je sûr que dans le futur, il y aura des questions qui seront cruciales pour nous et j'espère que l'on pourra trouver une solution plus rapide à ce moment-là.

Si une situation comme celle-là se présente. Nous essayons aussi d'avoir une participation régionale pour parler de ce que c'est que nos intérêts communs surtout lorsqu'il s'agit de l'interaction entre des blocks comme par exemple Mercosur etc. quand on parle de questions en commun, on essaye de parvenir à un consensus entre les pays ou parmi les pays qui font partie de ces blocks commerciaux. Mais, surtout, les ministres changent de temps en temps et mon rôle consiste à traduire si vous voulez, non pas traduire des langues et je m'excuse parce que je ne suis pas anglophone, l'anglais n'est pas ma langue maternelle. Je suis un traducteur de sigles plutôt, d'acronymes.

Je vais vous lire un paragraphe pour que puissiez comprendre. Cela concerne la protection pour les acronymes et les sigles des OIG. Ce paragraphe dit: « le 17 octobre 2012 dans le communiqué du GAC, le GAC a conseillé la protection des noms des OIG, que cette protection de

---

second niveau doit se faire avant la délégation de nouveaux gTLD et dans les futurs séries des gTLD de second niveau et de premier niveau. Le NGPC a pu constater des difficultés pour respecter l'avis du GAC pour la protection des OIG, mais on a dit que ces institutions doivent travailler pour arriver à un accord en ce qui concerne l'avis. »

Mon travail consiste à expliquer tout d'abord ce qu'est-ce que l'ICANN, ce que c'est que le GAC, ce que c'est que une OIG, une organisation intergouvernemental, ce que c'est qu'un nouveau TLD, les noms de domaines de premier niveau mondiaux. Qu'est-ce que c'est que le NGPC, le comité du groupe pour les nouveaux gTLD etc. etc. donc, la plupart du temps, 80% du temps, je traduis. Je ne pense pas qu'au sein du ministère les gens comprennent vraiment l'implication de tous ces acronymes et c'est en quoi consiste mon travail. Je voulais vous donner un aperçu de notre travail. Je sais que les différents pays ont différentes méthodologies pour aborder ce type de questions. Je vais tout juste vous raconter un petit peu un aperçu de ce qui a lieu dans un pays en développement, voilà.

BERTRAND DE LA CHAPELLE: Merci Nicolas. Je ne sais pas si Anders veut parler. Comment cela se passe en Suède?

ANDERS HEKTOR: Oui, je vais essayer d'être bref. Je crois que le rôle de traducteur est une excellente description pour expliquer ce que je fais. Je travaille pour le gouvernement de la Suède. La Suède est un pays de l'Union

---

Européenne. Ce qui, enfin, présente un autre parfum pour ainsi dire lorsque la Suède qui parle. Parfois, il y a la commission européenne qui explique et parfois c'est la Suède qui parle et parfois il est difficile de savoir à juste titre qui parle. Nous ne savons pas quand la commission parle au nom de tous les pays membres et nous essayons de préciser cela pour que personne n'ait de doutes.

Je ne suis pas un fonctionnaire public. Je travaille dans l'un des secteurs d'activité. Je fais partie du ministère des communications pour m'occuper de la gouvernance de l'internet, ce qui implique l'ICANN, mais aussi les différents groupes de l'UIT travaillant sur la gouvernance de l'internet. Et je travaille aussi avec le ministère des affaires étrangères qui couvre le processus WSIS et les processus des Nations Unies. Mais bien sûr ce n'est pas un travail à plein temps, nous avons d'autres tâches. Je m'occupe aussi de tout ce qui concerne l'économie de l'internet ainsi que les thématiques liées à l'analyse de la croissance, un agenda numérique digital comme par exemple l'introduction des TIC dans les écoles, le commerce électronique et toutes les questions de la commission européenne qui sont liées à cela.

BERTRAND DE LA CHAPELLE: Je pense que vous avez en plus de tout cela entre 40 et 50 personnes pour vous aider.

ANDERS HEKTOR: Je voudrai bien. Mais, oui, j'ai un soutien.

---

BERTRAND DE LA CHAPELLE: Une secrétaire.

ANDERS HEKTOR: Oui ce serait très bien, voudriez-vous être mon secrétaire?

NICHOLAS CABELLERO: Nous, dans les pays en développement, nous en avons.

ANDERS HEKTOR: Nous avons, bien sûr, quelques vingt personnes dans mon unité, mais, enfin, vous savez, nous avons certaines choses sur lesquelles il y a des chevauchements. Quelqu'un s'occupe des TIC et des écoles. Ce n'est pas à moi de m'occuper de tout. Mais, il y a beaucoup de thèmes que nous abordons et il y a deux voies principales de travail pour nous préparer pour les réunions de l'ICANN en plus de la réservation des billets d'avion et la réservation des hôtels.

Bien sûr, il faut trouver la collaboration des experts d'autres gouvernements du monde qui s'intéressent à ce sujet. Parfois, j'ai une instruction qui n'est pas tout à fait claire parce qu'il y a certains thèmes qui ne sont pas exactement définies ou qui ne nous touchent pas directement et parfois, nous devons travailler sur les questions qui nous concernent d'habitude, qui sont liés à nos fonctions. Alors, parfois, les instructions sont vraiment flexibles, mais il y a des points sur lesquels nous avons des instructions très fermes comme par exemple pour certaines chaînes de caractères. Parfois les instructions sont très claires et nous devons dire de choses spécifiques. Mais la plupart du temps, les

---

gouvernements nous font confiance et ils pensent que nous ferons de notre mieux. Ce n'est pas un groupe politique celui-ci principalement, mais c'est un groupe politique en ce sens que nous sommes politiques dans un domaine technique. Je ne veux pas trop m'arrêter là-dessus.

Nous avons aussi un groupe de référence extérieure en Suède. Comme beaucoup de pays le comprennent, je parle d'un groupe de référence sur la gouvernance de l'internet. J'utilise même un acronyme anglais qui devrait être suédois, mais ce n'est pas le cas. Nous nous réunissons avec les parties prenantes, avec les représentants des industries, des gens qui vont aux réunions de l'ICANN pour pouvoir coordonner différentes questions qui apparaissent dans les différentes unités constitutives de l'ICANN pour vous donner une idée de la manière dont nous nous préparons.

**BERTRAND DE LA CHAPELLE:** Nous avons un temps limité. Je voudrai proposer l'occasion à d'autres gouvernements de pouvoir prendre la parole. Mais, je fais tout de même faire une référence aux commentaires faits pendant ces deux présentations. D'un côté, il y a parfois des différences entre les pays grands et les pays petits avec des avantages et des désavantages. Le fait que Nicolas puisse se dire, nous nous asseyons avec le ministre et nous révisons l'agenda, l'ordre du jour.

Bon, ce n'est pas ce qui arrive dans bon nombre de gouvernement où l'on a très peu d'occasions de rencontrer les ministres pour réviser les ordres du jour ou les agendas. Il y a des chaines de commandement et parfois, il est plus facile lorsque la chaine de commandement est plus

---

courte même si je dois travailler comme traducteur parce qu'il y a moins de couches. Cela dépend de nombre de couches pour ainsi dire ou de nombre d'éléments de la structure qu'il y a dans tous les processus des décisions politiques qui est responsable du système de responsabilité et les mécanismes, en fin, de fonctionnement, mais de notre côté, bon nombre des représentants gouvernementaux du GAC ont beaucoup de thèmes dont ils sont responsables.

Il se peut qu'ils s'occupent seulement des questions liées aux télécommunications ou au TIC dans le domaine international. Il y a de toute façon, un grand nombre de thèmes qui sont incluse. Donc, si vous considérez seulement les questions internationales, vous verrez qu'il y a des activités très diverses au sein de l'ICANN ou au-delà de ce que l'ICANN représente. Heather peut, peut-être, vous le confirmer.

Aussi, dans bon nombre de cas, il y a des responsabilités importantes au niveau national pour tout ce qui est du TIC à l'échelle nationale. Je ne vais vous demander de lever la main, mais je suppose qu'une bonne partie des personnes qui sont ici présentes ou représentant leur gouvernement doivent faire face à des responsabilités à l'échelle nationale et je vois que beaucoup d'entre vous font oui de la tête.

C'est une limitation importante. C'est un élément qu'il faut comprendre. Beaucoup des unités constitutives de l'ICANN ont une activité, enfin, correspond à ce secteur, à l'activité dans l'industrie des noms de domaines et la gouvernance de l'internet, mais pour les membres du GAC, ce n'est qu'une toute petite partie des tâches dont ils doivent s'occuper et lorsque nous avons Janice comme présidente du

---

GAC, ils disaient que c'était juste pour lui une espèce de hobby parce que il avait tout le reste des choses à faire pour travailler.

Alors, pour la plupart des pays, la coordination avec les autres ministères et parfois les tensions avec les autres ministères selon qui est responsable ajoute une étape ou un élément de structure dans la coordination. C'est donc l'occasion de parler de certaines choses qui ont été dites ici. Il faut que vous compreniez que certaines choses que vous voyez dans l'ICANN c'est la pointe de l'iceberg des tâches que les représentants des gouvernements font dans leur propre pays en plus des interactions qu'ils ont au sein de leur propre gouvernement.

Je voudrai demander maintenant à Manal de faire référence à l'autre partie de l'iceberg. Vous voyez tous les autres membres du GAC dans les réunions de l'ICANN, mais que font-ils pendant ces réunions dans la période inter sessions?

MANAL ISMAIL:

Merci Bertrand. Avant de vous montrer la présentation, je voudrai partager avec la communauté qui se trouve ici le déroulement des événements. Je sais que cela fera que je semble un peu plus âgé que je ne le suis. Mais, bon, nous avons des réunions du GAC à l'ICANN depuis 2000, mais les fonctionnaires qui sont mes chefs m'ont demandé d'assister à ces réunions en tant que pays, nous n'étions pas membre à l'époque. Nous avons essayé de rentrer dans la salle où le GAC se faisait, mais c'était fermé à clé. Je n'ai pas pu accéder à cette réunion. Nous avons vraiment des réunions à huis clos.

---

J'espère que cela va vous donner une idée de la manière dont les choses ont évoluées depuis. Et comme mon collègue l'a dit, bien sûr, moi aussi j'ai d'autres tâches dont je suis responsable. Nous sommes aussi responsables du ccTLD d'IDN de l'Egypte. Nous nous occupons aussi du point d'échange internet et notre travail principal concerne la coordination avec les prestataires d'infrastructures et les fournisseurs d'accès internet et tout ce qui concerne la largeur de bande.

Maintenant, prochaine diapo. Normalement, au sein du GAC on discute avec tous les membres de tous les thèmes par email ou par des téléconférences ou pendant ces réunions en face à face. Parfois, un responsable est désigné pour un thème déterminé pour pouvoir favoriser les discussions sur ce thème suscitant un intérêt spécial pour le GAC. Comme je l'ai dit, nous venons de différents secteurs d'activité. Nous avons des membres qui sont là depuis très longtemps, des membres plus récents, des membres qui s'intéressent à certains points et des membres qui viennent de régions qui n'ont pas un marché d'IDN ou de DNS aussi mature.

Les thèmes ne revêtent pas le même intérêt pour tout le monde. Enfin, cela fait que nous travaillons mieux si nous avons une présidence pour parvenir à un consensus. il y a aussi des groupes de travail pour focaliser les efforts et faciliter la prise de décisions au sein du GAC ainsi que les avis que nous devons présenter sur certains thèmes. Comme nous le voyons sur cette diapo, nous avons trois types de groupes de travail différents, les groupes de travail du GAC qui sont des groupes intérieurs appartenant justement au GAC et qui n'admettent pas de membres d'autres unités qui ne soit pas le GAC.

---

Nous avons ensuite le groupe de travail conjoint qui réunit de manière générale les membres des différentes unités constitutives de l'ICANN et les membres du GAC participent aussi à ce que l'on appelle les équipes de révision.

Dans la prochaine diapo. Pourrions-nous passer à la prochaine diapo? Comme je l'ai dit, ces groupes sont créés pour aborder des points spécifiques et les membres du GAC travaillent de manière volontaire dans ces groupes de travail. Il y a normalement un responsable d'un thème déterminé qui coordonne chacun de ces groupes. Nous avons des groupes de travail sur le renforcement des capacités, les alertes précoces et les avis sur les nouveaux gTLD, les questions liées aux futures séries des nouveaux gTLD. C'est un groupe de travail qui fonctionne à l'heure actuelle. Il y a aussi un groupe de travail sur les méthodes de travail du GAC et enfin, c'est le plus récent des groupes de travail qui a été créé, c'est le groupe de travail pour la stratégie de participation gouvernementale.

Maintenant, la prochaine diapo. Nous pourrions voir que nous avons des groupes de travail conjoints, réunissant des membres des différentes unités constitutives et normalement il est coprésidé par les deux unités constitutives ou par le membre de l'unité constitutive, aux responsables du thème soumis à la discussion. Nous avons des exemples à ces groupes de travail conjoints. Comme cela peut être le cas du groupe de travail du cadre d'interprétation qui est un groupe conjoint entre la ccNSO et le GAC.

Il y a aussi le groupe de travail BGRI coprésidé par le conseil d'administration et par le GAC et qui se centre sur la mise en œuvre de

---

recommandations des deux équipes de révision de l'ATRT et nous avons enfin un groupe consultatif conjoint entre le GAC et la GNSO analysant les questions de la participation précoce du GAC au PDP de la GNSO.

Maintenant la prochaine diapo. Alors, comment ces groupes de travail réalisent-ils ce travail? Normalement, il y a, enfin, parfois des listes de diffusion séparées. Il faut coordonner le travail, le responsable de ces thèmes avec les comités consultatif et les organisations de soutien pertinents pour parler du déroulement des discussions. Parfois, il y a des rapports brefs pour présenter des informations, des versions préliminaires qui sont soumises à discussion et qui sont soumises à commentaires et qui recherchent enfin une discussion pour pouvoir aller de l'avant.

Je dois dire qu'aucun groupe de travail ne peut aller de l'avant s'ils n'ont pas une approbation par rapport au résultat final de la part du GAC.

Maintenant, la prochaine diapo s'il vous plait. Je vais essayer de vous donner un exemple du groupe consultatif auquel je participe. C'est le groupe conjoint du GAC et la GNSO s'occupant de la participation précoce du GAC et de la GNSO. Il est coprésidé par le GAC et la GNSO. Il a à peu près le même nombre de membres des deux côtés et il se consacre spécifiquement aux recommandations de l'ATRT 2.

Si nous voyons la prochaine diapo, ces groupes consultatifs font des téléconférences hebdomadaires en alternance avec les appels entre les responsables des équipes et avec l'ensemble du groupe consultatif. Les consultations en cours impliquent que nous devons consulter pour chacun des jalons que nous atteignons pour nous assurer que chacun

---

des membres est informé de manière appropriée, que nous avons l'approbation, le feu vert pour aller de l'avant. Nous avons aussi réalisé deux réunions informelles à Singapour et ici à Londres pour continuer à travailler sur une configuration moins formelle qui a été, il me semble, quelque chose de réussi pour que les membres du GAC puissent travailler avec les membres de la GNSO.

Bien, je crois que je vais m'arrêter ici. Je cède encore une fois la parole à Bertrand.

**BERTRAND DE LA CHAPELLE:** Merci Beaucoup. Merci Manal. Comme vous avez pu le voir sur les diapos, chacune est un point de départ pour des débats plus approfondis. Comme nous avons peu de temps, deux choses. L'une d'elles concerne la diversité des méthodes. Il y a des groupes formels, des processus formels au sein du GAC et l'un des défis concerne justement la manière de se préparer et la manière d'optimiser le travail dans la période intersessions et surtout comment faire les choses quel que soit le sous-groupe du GAC pour pouvoir se préparer, pour la discussion que ce soit efficace.

Mais le plus important concerne les interactions entre le GAC et le reste des unités constitutives et le reste des processus et des procédures au sein de l'ICANN. Dans mon expérience, d'après ce qui a été mentionné, j'ai participé à la discussion de deux thèmes qui étaient liés au rapport entre le GAC et la ccNSO. En particulier, lorsque l'on a introduit le ccTLD d'IDN. C'était vraiment très intéressant cela.

---

Cela ne se limitait pas à la ccNSO et au GAC, mais il y a eu aussi d'autres groupes de la communauté qui ont participé de manière ouverte. C'était une initiative conjointe et la deuxième expérience à laquelle je n'ai pas participé mais que j'ai suivi de prêt concernait le travail entre la ccNSO et le GAC dans le cadre d'interprétation. Cela était très important pour tout ce qui concernait la transition dont nous parlons de la NTIA et qui a été un travail vraiment exhaustif, approfondi et très utile.

La raison où l'on s'est demandé si les membres du GAC pouvaient participer ou non dans un processus de PDP etc. la preuve est que lorsqu'il y a des groupes de travail structurés, il y a une capacité d'interaction. Mais, la manière dont les PDP de la GNSO ont fonctionné jusqu'ici n'a pas été un mécanisme bon parce qu'il ne suscitait pas les interactions et cela n'a pas été très pratique pour les membres du GAC.

Je suis donc très heureux de voir qu'il y a ce groupe de travail entre la GNSO et le GAC pour voir comment on peut améliorer les PDP. En fait, c'est le motif, la raison pour laquelle j'ai mentionné le mot opportun. Comme un élément clé, comme je l'ai dit tout à l'heure, parce que la plupart des tensions étaient suscité par tout avis opportun du GAC.

Et cela concerne la possibilité pour les membres du GAC de participer ou de ne pas le faire dans ces thèmes là ou dans la présentation de ce type de thèmes. J'ai été vice-président du GAC et j'ai été des deux côtés. C'est très difficile pour le conseil d'administration de gérer une situation où tout un PDP a été développé et que l'avis du GAC arrive en retard. Et il arrive en retard parce que c'est le moment où le conseil d'administration doit recevoir l'avis du GAC.

---

Alors, ce groupe de travail est extrêmement important. Je vous encourage à essayer de trouver la meilleure façon de faire évoluer cela.

MANAL ISMAIL:

C'est vrai que nous avons eu une expérience très positive dans notre participation précoce parce que nous avons commencé à participer plutôt dans les étapes concernant les IDN. Bon, cela marchait bien mieux. Il y a aussi différentes méthodes de travail que mes collègues de travail peuvent vous l'assurer, lorsque nous avons commencé ce groupe consultatifs, la manière dont le GAC fonctionne, le fait dans la GNSO est comment. Les choses sont approuvées dans les différentes procédures et les processus et même la création des groupes de travail.

Eux, ils ont besoin de statuts ou des règlements et nous nous n'avons pas besoin. Nous travaillons très différemment.

BERTRAND DE LA CHAPELLE:

Oui, c'est vrai. Cela mériterait d'avoir une séance complète des discussions, mais je veux dire que le communiqué est maintenant le meilleur instrument de communication pour le moment. Par le passé, dans les premières étapes du programme des nouveaux gTLD, on a utilisé d'autres outils. On a développé pour le GAC des principes pour les nouveaux gTLD. Je sais qu'il y a un bon nombre de personnes qui regrettent que pendant la préparation de programme, on n'ait pas tenu compte de cela de façon plus sérieuse, de façon plus approfondie. Mais, bon, c'est une discussion du passé.

---

Je vais céder la parole à Heather et à Stefano Trumpy pour qu'ils puissent parler du communiqué du GAC, de la manière dont les opinions se présentent, qu'ils nous racontent les expériences de certains communiqués précédent. Heather, je te cède la parole.

HEATHER DRYDEN:

Si nous allons parler du communiqué, ce serait très utile de penser à ce que c'est l'avis du GAC. Pendant un certain temps on n'était pas très sûr ce que c'était l'avis du GAC et parfois, il y a eu des échanges avec le conseil d'administration et dans ce type d'échanges on se demandait si l'avis du GAC consistait à ce que plusieurs membres du GAC interviennent, mais à moins que ces avis soient mis par écrit. Il ne s'agit pas d'un avis du GAC. Donc, l'avis du GAC c'est le canal formel par lequel le GAC communique ses recommandations au conseil de l'administration.

Les efforts que l'on a mis en place ont pu faire évoluer la façon dont on met en place ce communiqué, mais il y a toujours eu une certaine tension entre l'élaboration des principes de haut niveau pour gérer ce type de situation et les documents que nous avons élaborés. La plupart au sein du GAC, nous sommes habitués à considérer les questions d'un point de vue assez général de haut niveau avec des cadres réglementaires dans le cadre des situations réglementaires etc. on regarde, disant, la question de façon générale.

Donc, nos collègues au sein du GAC ont tendance généralement à agir de cette façon, mais le conseil d'administration doit être capable de pouvoir interpréter ce que nous disons et parfois cela était difficile, cela

---

représentait un défi pour obtenir les résultats que nous cherchons. Pour vous donner un exemple, si on revient en arrière quelques années, nous avons, une consultation avec le conseil d'administration par rapport au programme des nouveaux gTLD. Il était clair pour le GAC, à l'époque que les préoccupations manifestées par les gouvernements étaient prises en compte et nous avons donc entamé une consultation avec le conseil d'administration pour savoir si nos recommandations étaient prises en compte et à partir de ces discussions, on a mis en place un système de fiches de suivi. On les a appelés comme ça, fiches de suivis, « scorecard ».

Nous nous sommes d'accord par rapport au contenu de ces fiches de suivi. Ça était vraiment très utile pour nous pour travailler afin qu'il soit clair pour le conseil d'administration quels étaient les points de vue du GAC et de cette façon, ils pouvaient mieux comprendre. Nous sommes par la suite rentré un peu plus dans le détail dans nos communiqués afin que le conseil d'administration puisse nous dire peut être que nous ne sommes pas avec tout ce qu'il y a avec la fiche de suivi, mais on comprend au moins ce que vous nous demandez. Vous allez voir que cette tension entre le haut niveau et les principes de base de haut niveau et le détail continue à exister au sein du GAC, les détails au niveau de la mise en place qui peuvent être pertinents pour nous. Parfois, le GAC, en fonction des questions, peut donner lieu à des débats où il y a des tensions, mais c'est un véritable défi.

Bertrand a dit que nous avons un comité de plus en plus important du point de vue du nombre de membres. Nous avons différentes questions qu'il nous faut aborder. Nous avons différents flux de travail. Tous ces

---

flux de travail sont intéressants pour le GAC, car le mandat du GAC est assez important, est assez étendu et cela nous prend du temps pour arriver à un consensus et à se mettre d'accord par rapport à un texte. Ces discussions sont de haut niveau et il ne faut nous mettre d'accord et je peux vous dire que ce n'est pas facile quand nous négocions les communiqués. Cette négociation a lieu pendant toute la semaine.

Le communiqué doit être établi ou finalisé pour la fin de la semaine. Il doit refléter les discussions que l'on a eues et nos recommandations pour le conseil d'administration et pour la communauté. Il faut mettre l'accent là-dessus. Je vais m'arrêter là. Je ne sais pas s'il y a des questions. Je pourrai y répondre après Bertrand.

**BERTRAND DE LA CHAPELLE:** je vais donner la parole à Stephano pour qu'il puisse nous donner quelques exemples d'éléments pratiques ou d'expériences pratiques. A ce stade, j'aimerais souligner un point en ce qui concerne la crise de suivi. Quand je faisais partie du conseil d'administration, avant la réunion qui a eu lieu à Bruxelles et peut-être que Stephano en parlera. Il a été vraiment très, très utile d'avoir ce type de fiches de suivi pour nos interactions et avoir un moyen de pouvoir faire un suivi pour savoir où nous en sommes et pour bien comprendre ce que le GAC voulait dire dans ces messages et c'était très utile donc pour avoir une trace écrite et pour pouvoir suivre le progrès des discussions.

Même si l'ICANN célèbre sa cinquantième réunion, elle est encore en train de développer des outils pour favoriser l'interaction multipartite. Nous connaissons tous les outils que l'on utilise dans les négociations

---

commerciales, dans les négociations qui ont lieu au niveau gouvernemental, mais dans le format multipartite, il nous faut encore développer de nouveaux outils d'interactions qui seraient complètement différents de ce que l'on utilise pour les négociations commerciales.

Ce que vous avez dit par rapport aux fiches de suivi et les différents éléments, nous devons tous comprendre et c'est utile d'en parler dans cette session que personne n'a établi la méthodologie définitive pour développer des politiques multipartites. Si vous examinez le système parlementaire, l'évolution des règlements internes et des mécanismes ont pris des centaines d'années.

L'approche multipartite essaye de trouver des moyens pour pouvoir élaborer des politiques. Le GAC a contribué avec la fiche de suivi et c'est un moyen d'interagir. La question que l'on se pose est de savoir comment cette interaction peut avoir lieu en un an ou plutôt et comment elle se fait aux différents niveaux parce que l'avis n'est pas forcément le même si l'on parle d'un cadre de principes généraux ou si l'on parle d'une question très spécifique de la mise en œuvre d'un processus comme c'est le cas maintenant avec le programme des nouveaux gTLD.

Stephano, est ce que vous pourriez s'il vous plait rentrer un petit peu en détail par rapport aux références historiques?

---

STEFANO TRUMPY:

Merci beaucoup. Ça serait un plaisir pour moi. Tout d'abord, je travaille dans conseil italien de recherche. Je suis conseiller de mon gouvernement et j'ai rejoint le GAC à Berlin en mai 99, c'est-à-dire dans le millénaire précédent. J'ai ici certains exemples qui viennent de mon expérience. Permettez-moi de vous dire que le communiqué est un peu la synthèse des discussions qui ont lieu au sein du GAC pendant une semaine de travail avant d'en arriver aux conclusions.

Mais, ce qui est intéressant c'est d'avoir quelques exemples du processus mis en place pour pouvoir avoir ces discussions et arriver à une conclusion pendant ces réunions. Le travail du GAC n'est pas facile parce que les membres doivent être flexibles, doivent être à l'écoute des opinions, des points de vue des autres membres, des autres unités constitutives etc.

Je vais vous donner quelques exemples. En ce qui concerne les extensions géographiques, les noms de codes de pays et le registres qui s'occupent de ces extensions géographiques. Le GAC a adopté deux versions différentes des principes pour la délégation et la gestion des extensions géographiques. Le premier a été établi en 2000, c'est-à-dire il y a quelques années déjà et dans la réalité, des extensions géographiques, des noms de codes de pays, notamment à l'époque, ils étaient gérés par des agences gouvernementales, alors que certains autres étaient complètement indépendants.

Et ensuite, il y a eu des principes qui ont été établi qui n'a pas été bien reçu par les registres qui étaient indépendants. Ils ont vu ça comme si l'on voulait que tous les registres des noms de code de pays dépendent des gouvernements. Ces principes n'ont pas été discutés avec toutes les

---

unités constitutives uniquement avec les unités constitutives de l'organisation de soutien aux noms de domaines. Il a fallu donc réécrire ces principes.

Et en 2005, ces principes ont été discuté avec les registres et il a été clair que ce n'étaient pas des principes contraignants, ce n'étaient pas des critères contraignants pour connecter les registres avec les gouvernements respectifs. C'étaient tout simplement une façon de faire en sorte que le GAC puisse interagir de plus en plus avec les autres unités constitutives, ce qui n'était pas le cas avant. Juste pour ajouter d'autres exemples qui ne sont pas dans le communiqué, mais juste pour vous donner un exemple du cas du Nigéria. Le Nigéria a demandé une re-délégation. Il nous a pris des années jusqu'à ce que l'on a pu mettre en place le processus et on a eu beaucoup de critiques parce que on ne se mettait pas d'accord pour décider quelque chose.

Le problème c'était qu'il y avait deux ministères différents qui avaient demandé à avoir cette re-délégation et donc, l'ICANN a dit à nos collègues nigériens tout d'abord, je me disais lequel va suivre et lequel va abandonner? Et c'est un exemple pour vous montrer combien les choses sont difficiles y compris au sein de l'ICANN parce que l'ICANN doit s'assurer que dans la re-délégation, le registre qui va obtenir la re-délégation. Donc, l'ICANN doit s'assurer qu'il soit capable d'assurer le service, qu'il réponde aux intérêts de la communauté locale etc.

Ce n'est qu'un cas parmi d'autres. Mais je vais m'arrêter là en ce qui concerne les noms de codes de pays ou les extensions géographiques. Ensuite, il y a eu un autre cas, un autre dossier qui a été important et c'était la question du triple x. xxx. Je ne vais pas entrer trop dans le

---

détail, mais de façon générale, en 2007 après de longues discussions et beaucoup de temps que nous avons perdu à discuter de la question de xxx et c'est presque comparable au temps que nous avons consacré au.vin et.wine. Le GAC a dit au conseil d'administration pour ce nouveau registre qui était sponsorisé par le type de registres en 2004.

Il n'y a pas de soutien, mais il y a un certain nombre de pays qui vont s'opposer fermement si vous adoptez le triple xxx. Ensuite, le conseil d'administration a refusé l'activation du xxx, mais le candidat a demandé à ce qu'il y ait une reconsidération et ensuite, le problème est revenu au conseil d'administration.

Mais, ce qui est intéressant c'est que le conseil d'administration a demandé une nouvelle fois l'avis du GAC et le GAC a répéter l'avis ou l'opinion qu'il avait déjà donné parce qu'on n'avait pas changer d'avis,mais le conseil d'administration a essayé de demander au GAC de fournir une liste des pays qui allaient s'y opposer fermement parce que si le conseil d'administration était au courant des pays qui s'opposaient fermement à ce triple x, à ce moment-là, il aurait une meilleure idée de l'impact que la décision pourrait avoir.

Mais, ici, il y a un autre point qui aussi très intéressant et c'est le fait que, très souvent, les ministres envoient des lettres formelles au président du conseil d'administration ou au président de l'ICANN et donc, je veux dire par là que les gouvernements écrivent directement au conseil d'administration sans informer les représentants et donc, le GAC doit s'assurer qu'il a un bon contact avec les différents ministères au sein du gouvernement parce qu'il peut arriver cela.

---

Il y a des canaux externes. Ce que je veux dire par là c'est que toutes les communications ne passent pas par le GAC. Nous avons eu ces expériences où les ministères écrivent directement au conseil d'administration sur des questions très sensibles. Donc, la réunion des représentants de haut niveau a été très intéressante. Et c'était très intéressant de demander si cette réunion faisait partie du GAC ou pas. La question que s'est posé. Je pense que c'est une question tout à fait pertinente parce que la situation est très complexe.

Permettez-moi d'ajouter un dernier élément. En ce qui concerne les nouveaux gTLD, une phrase du communiqué qui date du mois de mars 2000 en ce qui concerne les noms de domaines de premier niveau et la possibilité d'étendre les noms de domaines, cela doit être sur la base d'un processus de consensus. Les nouveaux gTLD pour des usages spécifiques ou pour des enregistrements plus génériques devraient être pleinement considérés.

Je lis cela pour vous démontrer que le projet de nouveaux gTLD c'était quelque chose qui figurait déjà dans les statuts de l'ICANN lorsque l'ICANN a été créé. Et la dernière remarque que je voulais faire concerne le concept de la fiche de suivi. Cette fiche de suivi appelée en anglais « scorecard » c'est une bonne invention, disant, car elle constitue une sorte de dialogue entre le GAC et le conseil d'administration. Il y a un seul risque, si on peut dire.

Dans ce dialogue, on dit qu'on est d'accord avec ce que l'autre a dit et que nous allons poursuivre nos efforts, mais il n'y a pas de décisions entre une chose et l'autre parce que c'est un dialogue continu. C'est le

---

risque aussi. C'est une remarque que je voulais faire. Je vais m'arrêter là. Merci.

**BERTRAND DE LA CHAPELLE:** Merci Beaucoup Stephano. Il y a plusieurs éléments qui ont été cités, mais je voulais rebondir sur un des éléments que vous avez cités quand la fiche de suivi a été utilisée. Elle était considérée comme un progrès, comme un outil pour interagir. En même temps, il y avait des préoccupations manifestées par la communauté sur le fait que ce dialogue devenait un dialogue exclusif entre le GAC et le conseil d'administration et que cela changeait un petit peu l'équilibre des responsabilités au sein de l'espace de l'ICANN.

C'est un point que je tiens à soulever parce que comme je l'ai dit avant, nous sommes en train d'inventer les mécanismes pour ce type d'interaction et l'ICANN est au cœur de l'expression la plus sensible des documents de l'agenda de Tunis et du SMSI et c'est-à-dire le rôle des différentes parties prenantes. Et pourquoi l'ICANN joue ce rôle? Parce que c'est la seule entité au niveau mondial qui prend des décisions réelles sur la gestion de ressources. Et comme vous le savez, prendre des décisions et devoir les mettre en place et gérer les difficultés de la mise en place c'est différent. Ce n'est pas la même chose que produire un document.

Faire une résolution ou faire une déclaration n'est pas la même chose que de voir arriver à un accord spécifique sur la façon dont il faut mettre en place une politique spécifique. Donc, tout le débat qui a lieu concernant la responsabilité de l'ICANN et les mécanismes et le

---

fonctionnement de l'ICANN, tout cela est relié au rôle du GAC au sein de de l'organisation. J'espère que cela vous a donné une idée du fonctionnement du GAC.

C'est une discussion en cours et pour ce qui est du fonctionnement du GAC, je vous encourage à vous mettre en contact avec les représentants de vos pays pour mieux comprendre et pour mieux interagir avec eux. Je vais donner maintenant la parole à Olof du personnel de l'ICANN qui soutient au GAC pour qu'il nous explique les outils qu'il utilise. Par la suite, nous allons permettre que posiez les questions. Merci beaucoup. Olof, vous avez la parole.

OLOF NORDLING:

Merci. Merci beaucoup Bertrand. Bonjour à tous. Je suis le directeur senior des relations de l'ICANN et je suis aussi au bureau de Bruxelles. Je peux parler de deux aspects au point de vue du soutien, les personnes et les outils ou les instruments. Pour soutenir le GAC et le groupe de travail dans tous les aspects nécessaires, il y a deux groupes. L'un d'eux est un secrétariat indépendant du GAC et je souligne seulement indépendant. En sens qu'il est indépendant de l'ICANN ce secrétariat.

Ce secrétariat était choisi par le GAC et il est financé par un groupe de membres du GAC. ACIG n'est pas un sigle de l'ICANN. Pour la première fois, il y en a une qui n'est pas de notre ressort. Cela correspond en fait à Australian Continuous Improvement Group, le groupe d'amélioration continue de l'Australie. Nous avons un soutien à plein temps de l'ACIG et ainsi que par Tom Dale et Michelle Scott-Tucker qui font

---

vraiment un travail extraordinaire. Je vous demande de vous mettre debout pour qu'on puisse vous reconnaître dans l'avenir.

Du côté de l'ICANN, nous avons le soutien du personnel avec l'équipe des politiques. Il y a là Julia Charvolen qui est au fond de la salle. Je vous demande de faire un exercice, de vous relever, que vous tourniez la tête pour pouvoir voir Julia. Et maintenant, il y a moi, enfin. Je suis à votre service. Et nous avons une adresse électronique générique pour toute question que vous pourriez avoir. C'est facile à retenir. C'est [Gacsec@gac.icann.org](mailto:Gacsec@gac.icann.org). Si vous ne pouvez pas nous contacter de cette manière, vous pouvez le faire directement sur [icann.org](http://icann.org) et cela va donner le résultat.

Bien, cela se rapporte aux personnes qui sont notre soutien. Maintenant, nous allons voir quels outils nous utilisons. Il y en a qui sont traditionnels tel que les listes de diffusion pour le GAC et son groupe de travail. C'est ce que nous avons maintenu, nous avons des téléconférences au moyen d'Adobe Connect qui sont utilisés pour différents séminaires web parce qu'avec le personnel de politiques de l'ICANN, nous pouvons toujours tirer un profit de la présence de plusieurs experts.

Nous disposons aussi du site web qui n'est pas difficile à retenir non plus, divisé en deux parties. Une partie qui est tout à fait publique. La section publique qui présente tous les produits, tout ce que le GAC produit, tous les communiqués précédents depuis le début du fonctionnement du GAC et il y a aussi le registre des avis du GAC. Pour la partie des avis et du communiqué. Il y a une division pour ainsi dire

---

en différentes parties constitutives et cela se rapporte au dialogue dont Stephano a parlé avec les réponses du conseil d'administration.

Là, c'est un processus d'aller et de retour et là, vous pouvez trouver un thème particulier qui pourrait vous intéresser. Il y a ensuite la section restreinte aux membres seulement par exemple, les domaines de travail du wiki pour les groupes de travail du GAC. Nous proposons des salles comme celles-ci pour travailler et aussi la traduction pour certains documents qui sont choisis. Nous travaillons pour essayer de mieux sélectionner ce qui doit être traduit et dans quelle langue. A l'heure actuelle, nous nous servons des six langues des Nations Unies et le portugais. Il en va de même pour les services d'interprétation que nous avons dans toutes les réunions du GAC.

Comme vous pouvez le voir ici à ma gauche et à votre droite, il y a les six langues des Nations Unies et le portugais. Nous pouvons travailler, en fait, sur un choix de langues que vous aurez décidé et vous pouvez vous exercer dans certaines langues si vous voulez. Nous donnons aussi le financement pour les déplacements aux réunions du GAC pour les pays qui présenteront les conditions nécessaires pour cela. Les pays moins développés et les petites îles et Etats qui sont des petites îles sont, enfin, des participants qui sont qualifiés pour demander se soutien de déplacement.

Nous finançons jusqu'à trente voyageurs par réunion du GAC. Je m'arrête ici. Sur les explications, sur les ressources, vous pouvez voir ici tous les outils pour le jardinage pour ainsi dire et c'est ce que nous faisons.

**BERTRAND DE LA CHAPELLE:** Merci beaucoup Olof. Je suis surpris et tenait émerveillé que tu aies pu respecter le temps et que nous ayons pu respecter le temps attribuer pour l'ordre du jour. C'est remarquable. J'en suis très reconnaissant aux orateurs qui ont pu faire cela. Est-ce que vous avez des questions dans la salle ou des commentaires supplémentaires. Moi, je n'ai pas de problèmes de continuer à parler dix minutes de plus. Je les remplis aisément, mais est ce qu'il y a quelqu'un qui aurait des questions ou un autre membre du GAC qui voudrait faire un commentaire, qui voudrait intervenir pour ajouter un commentaire?

Nous avons encore dix minutes devant nous. Alors, la parole est à vous. Je ne sais pas s'il y a un microphone de salle pour quelqu'un qui voudrait poser une question ou tout sur le fonctionnement, le rôle du GAC, les responsabilités dans le système du GAC est tellement clair que vous n'avez plus de doutes à cet égard. Ce que je crois que nous pourrions éviter un grand nombre de choses sur la comptabilité et la discussion.

**SPEAKER:** Les collègues de régulation et de télécommunications du Sénégal. Je sais que le Sénégal est membre du GAC. Je participe pour la première fois à l'ICANN et je trouve cela très, très intéressant. Ce que j'aimerais savoir, en fait, la question que je pose c'est est ce que on a compris? Est-ce qu'on sait? On s'est demandé pourquoi il y a encore des pays qui ne sont pas membres. Est-ce qu'on arrive à évaluer la participation des membres au GAC que certains pays participent tout le temps et d'autres

---

ne participent pas. En tout cas, il y a des looks pour certains pays qui ne sont pas représentés. Est-ce qu'on se pose les questions comme celles-là? Savoir pourquoi il n'y a pas de participation.

Egalement, pour les pays en voie de développement. Donc comme vous l'avez dit, c'est un accent particulier qu'il faut mettre à ces pays-là, mais aujourd'hui, je pensai à un tournant assez important avec la transition des fonctions de l'IANA, que ces pays-là doivent, en tout cas tous les pays, reprendre les choses en main, sinon assurer la continuité et prendre le meilleur de ces fonctionnalités qui aujourd'hui incombent à tout le monde et que l'internet comme on l'a dit ça devient une préoccupation majeure surtout pour les pays en voie de développement.

On sait que la mobilité aujourd'hui avec la forte pénétration de mobilité qui avoisine les 90% dans certains pays, voir plus et la mise en œuvre du très haut débit dans beaucoup de pays actuellement qui va occasionner l'usage de l'internet au plus profond des pays, au plus profond des villages. Donc, entre la nécessité de la sécurité et de l'usage de l'internet, donc, tout cela me préoccupe un peu en ce sens qu'il faudrait davantage tirer ces populations-là qui ne sont pas forcément au courant ou qu'ils n'ont pas les outils ou la formation ou la préparation qu'il faut pour anticiper tout ce qui est l'intérêt de la sécurité de l'internet, DNS etc.

Donc, je me réjouis beaucoup de cette réunion et donc, ce que je partirai avec l'idée de pouvoir s'organiser mieux sur le plan local parce qu'on n'a pas une délégation disant officielle actuellement. Je suis membre de l'autorité, mais je ne suis pas le ministre. La personne de

---

ministre n'est pas venu parce qu'il n'a pas eu le visa simplement. Il n'a pas eu son visa pour venir et c'est très, très dommage qu'à ce niveau très élevé que certains pas n'aient pas leurs mots à dire et moi, j'en ai vraiment à dire, mais je ne suis pas officiellement ici pour le Sénégal. Mais, je me réjouis de cette organisation et donc, je vous remercie en tout cas d'aller de l'avant et d'essayer de tirer tous les pays, de voir pourquoi ils ne sont pas là et qu'est-ce qu'on pourrait faire pour évaluer dans des réunions comme ça dire: voilà pour évaluer ce qui se passe et pourquoi les autres ne sont pas là. Merci.

**BERTRAND DE LA CHAPELLE:** Merci beaucoup de la question. Je sais que la question des visas est parfois très importante.

**ANDERS HEKTOR:** j'ai eu l'occasion, j'ai, en fait, une secrétaire parce que j'ai eu un stagiaire pendant quelques jours et j'ai pu faire une liste des pays qui ne sont pas membres du GAC. C'était intéressant. Je crois qu'il y avait une espèce de modèle. Il y avait une cinquantaine, une soixantaine de pays et s'il y avait un patron, vous pouvez voir qu'il s'agissait des pays en développement et les moins développés. Mais, aussi d'autres pays qui pour une raison ou l'autre n'étaient pas membres du GAC.

Du côté de la Suède, nous faisons un effort lorsque nous rencontrons des représentants des pays dont nous savons qu'ils ne sont pas membres, non seulement mon ministère, mais celui des relations extérieures des affaires étrangères et on leur demande pourquoi ils ne

---

sont pas membres et des fois, il est difficile de pouvoir répondre à cela parce qu'ils ne savent pas de quoi il s'agit, ils ne savent pas ce que c'est que l'ICANN.

Lorsque nous rencontrons de représentants du gouvernement qui ne sont pas membres d'ICANN, ils ne savent pas de quoi il s'agit. Ils sont habitués aux procédures des Nations Unies, aux réunions des Nations Unies. Ils ont des représentants, mais ils ne connaissent pas cette configuration et ne savent pas que ces circonstances existent. Comme vous l'avez dit, il faut s'habituer à quelque chose pour savoir comment il faut participer.

Cela ne signifie pas nécessairement qu'il n'y a pas des personnes de ces pays-là qui ne sont pas membres du GAC, qui ne seront pas actifs dans la communauté de l'ICANN parce qu'il se peut qu'il y ait des personnes dans la communauté technique ou dans la communauté de l'industrie qui participent, mais sans rapport avec le gouvernement.

Alors, nous avons besoin, enfin, faire disparaître ces différences. Il faut faire un travail de diffusion vraiment supplémentaire. C'est une partie du travail de diffusion que nous faisons ici. Nous allons avoir un forum ouvert du GAC à l'IGF d'Istanbul. J'espère vous irez voir parce que vous savez que la répétition est la mère des connaissances comme on le dit. Et cela nous aidera aussi à faire des progrès. C'est donc une bonne manière de faire de la diffusion externe pour que d'autres sachent de quoi il s'agit.

---

HEATHER DRYDEN:

Je suis d'accord sur ce que vous dites à propos du GAC et de la manière de travailler. Pourquoi il est important de communiquer, mais il s'agit évidemment de faire les choses de manière utile pour que tous les collègues du GAC fassent ce type de diffusion extérieur, qu'ils travaillent avec tous les gouvernements et qu'ils parlent de cette diffusion de la parole. Il y a des efforts de plus en plus importants pour soutenir ce travail concernant la diffusion de l'information, la diffusion externe. C'est le cas par suite du rôle spécial qui a été accordé au GAC comme une partie du programme des nouveaux gTLD qui doit parler de noms controversés ou conflictuels.

Cela a fait que de nouveaux membres ou représentants viennent au GAC et c'est pour cela que nous avons un gouvernement qui a rejoint le GAC et dont l'adhésion n'est peut-être pas uniforme ou dont la participation au GAC n'est pas tout à fait uniforme. Mais, je crois que cela s'accroît peu à peu et je crois que c'est parce que certains gouvernements ont compris qu'il y avait un thème qui était particulièrement intéressant pour eux et le GAC est ainsi devenu une voix pour le débat sur ces thèmes et même une voix pour pouvoir présenter certaines visions, certains points de vue.

Cela concerne l'expansion de nouveaux gTLD. En général, ils voulaient, enfin, sauvegarder un processus aussi long que celui-là, surtout pour les noms de domaines de haut niveau qui sont controversés ou conflictuels. Il y a un soutien disponible qui existe depuis longtemps pour ceux qui commencent et des efforts, de grands efforts ont été fournis pour donner un soutien financier aux voyages, déplacements pour que les représentants des gouvernements puissent se rendre aux réunions de

---

l'ICANN et qu'ils puissent voir ce qu'était le GAC surtout les pays en développement.

Nous savons qu'il y a du travail à faire encore. Mais, comme je vous l'ai dit, nous avons analysé de vraiment près comment nous pouvons travailler avec l'ICANN et avec d'autres pour obtenir le soutien dont nous avons besoin, le ressources dont nous avons besoin pour ceux qui viennent pour la première fois parmi nous.

BERTRAND DE LA CHAPELLE: Merci Heather. Olof, est ce que tu voulais faire référence aux efforts de l'ICANN sur les diffusions externes?

OLOF NORDLING: Oui, c'est exactement que je voulais faire. Il y a une équipe assez large appelée «équipe de participation des parties prenantes mondiales» qui n'est pas exclusive, qui ne comprend pas que les gouvernements, mais qui inclut les gouvernements et d'autres membres pour monter la connaissance et la participation au processus de l'ICANN. Ce groupe s'appelle GSE par son sigle anglais et bien sûr ça c'est un sigle de l'ICANN. Là, oui. En anglais, Global Stakeholder Engagement, le groupe d'engagement des parties prenantes mondiales.

Et nous avons ensuite le GES, le groupe de travail de participation entre les gouvernements et les OIG. Au point de vue du GAC, c'est un acronyme du GAC. Donc, la différence c'est que nous avons les mêmes lettres, mais avec un ordre différent. GES d'une part et GSE de l'autre. Je crois que nous avons là une coordination qui nous permet de faire

---

des exercices très productifs et c'est tout ce que je voudrai ajouter en plus de la mention du soutien financier au voyage et à l'interprétation.

**BERTRAND DE LA CHAPELLE:** Merci beaucoup Olof de ton commentaire parce que je crois que cela nous donne l'occasion de chercher de solutions qui sont basées sur différentes choses. Nigel Hickson du personnel de l'ICANN veut faire un commentaire. Mark Carvell du Royaume-Uni et Manal de l'Egypte. Et j'ai l'occasion de l'accueillir en dernière question et nous allons ensuite clore notre travail. Maintenant, Nigel prend la parole pour l'ICANN.

**NIGEL HICKSON:** Oui, ce n'est pas seulement les acronymes, nous parlons de participation de GES comme on a parlé aussi du groupe de participation de GES. Sa mission dans l'ICANN, le groupe de participation mondiale au sein de l'ICANN. Et nous avons participé à la réunion gouvernementale de haut niveau de lundi ainsi qu'au travail général du GAC. C'est-à-dire comité consultatif gouvernemental.

Comme un ancien employé du gouvernement, je reconnais qu'il y a des difficultés pour que les gouvernements participent dans la discussion de ces thèmes et surtout le problème se rapport à l'ordre du jour ou à l'agenda gouvernementale parce que l'ICANN n'était pas considéré quelque chose de très important, mais il me semble que l'évolution des dernières années lui a accordé des prééminences, une prédominance et cela fait que les gouvernements commencent à comprendre

---

l'importance de ceci et l'importance de participation. Nous facilitons la participation au comité consultatif gouvernemental.

**BERTRAND DE LA CHAPELLE:** Une partie des activités de l'ICANN concerne la diffusion et la liaison avec les organisations internationales de l'internet. Je sais que nous avons aussi dans l'audience les gens qui participent, qui suivent le GAC et qui sont partie d'organisations internationales et qui viennent parfois de petits pays pour interagir. Mark et Manal et enfin, la dernière question avant de finir notre séance.

**MARK CARVELL:** Nigel a mentionné dans la réunion de haut niveau gouvernementale réalisée lundi, nous le gouvernement du Royaume-Uni a agi en tant que hôte dans la réunion de lundi et dans cette réunion qui est la deuxième que nous avons jusqu'ici et nous espérons en avoir une tous les deux ou tous les trois ans. L'objectif de cette réunion consiste à faire une diffusion pour les gouvernements qui ne participent pas à l'ICANN ni ne sont pas membres du GAC.

Ed Vaizey, le ministre qui a présidé la séance a envoyé des indications à tous les ministres dans tous les gouvernements comme une partie de cette effort de diffusion extérieure, nous avons eu aussi des rapports de ambassades et des hauts fonctionnaires à Londres représentant des gouvernements qui ne participent pas au GAC et qui ne connaissent pas parfois l'importance du GAC ou qui ne s'y intéressent pas beaucoup et

---

le résultat était le suivant: il y a eu dix gouvernements qui ont participé à la réunion de lundi.

Nous espérons que cela nous permettra d'obtenir un engagement plus fort et que cela encouragera ces gouvernements à rejoindre le GAC. Le deuxième objectif est juste pour parler du deuxième point qui était mentionné concerne le renforcement du niveau d'engagement des membres ou le niveau de participation des membres qui sont déjà membres du GAC pour que l'on puisse accorder des ressources pour la participation au GAC et que le gouvernement ait une activité plus intense dans les réunions du comité consultatif gouvernemental lors de ces délibérations.

C'est un autre objectif de la réunion gouvernementale de haut niveau pour que les ministres et les hauts fonctionnaires puissent mieux comprendre ce qu'est l'ICANN, quel est le rôle du GAC et pourquoi il faut qu'ils aient une participation active au sein du GAC.

**BERTRAND DE LA CHAPELLE:** Nous avons très peu de temps. Je demande de projeter la dernière image sur l'écran parce que c'est une demande de commentaires. Manal est enfin la dernière intervention de la salle.

**MANAL ISMAIL:** très rapidement. Merci Bertrand. Je veux rapidement souligner que cela fait partie de l'approfondissement de la connaissance sur l'ICANN, sur les thèmes. Si nous parlons de pays les moins développés et les pays en développement et ces pays-là parlent de la connectivité. Nous, on est

---

en train de parler des choses comme le Whois. Bien sûr, je comprends qu'il y a trente possibilités de financement, mais on ne peut pas financer constamment les mêmes membres. C'est là qu'il y a la question de la continuité qui porte atteinte à la participation.

Nous parlons ensuite de la participation active pendant les réunions. Il ne s'agit pas que du nombre de membres, mais aussi de la manière dont ils participent activement. Voilà, merci.

**BERTRAND DE LA CHAPELLE:** Bien sûr, il y a certaines barrières et l'un des points justement. Le suivant est la stratégie de participation ne consiste pas seulement à faire venir les gens. Suzanne, pardon, toi, tu voulais dire quelque chose? Non.

D'accord, bon, ce n'est pas seulement d'encourager. Il ne s'agit pas que d'encourager les gens à venir et à participer dans ces réunions en face à face et de participer aux débats, mais aussi il faut pouvoir se mettre en contact avec des organisations qui sont des véhicules. Il y a des organisations comme la francophonie qui réunit plusieurs pays. J'ai entendu aussi, par exemple l'ACTU, l'union des télécommunications des Caraïbes. Il y en a une pour les pays arabes.

Donc, cela devrait pouvoir permettre aux pays qui sont parfois membres, mais qui ne participent pas pour qu'ils puissent suivre les activités. Tu voulais faire un commentaire?

---

SUZANNE RADELL:

Je crois que ce que je voulais faire c'était juste, je sais qu'il y en a beaucoup derrière moi, mais je voulais encourager instamment tout le monde, nos visiteurs aussi à se servir de mécanismes de commentaires et à faire des suggestions solides, bien sûr de ma part pour les Etats Unis au fur et à mesure que nous poursuivrons ces échanges. Et moi, j'aimerais bien qu'il y ait une interaction plus forte, qu'il y ait beaucoup plus d'échanges avec des personnes qui n'appartiennent pas au GAC pour que nous ayons nous aussi des questions que vous voulez nous poser, les suggestions que vous voulez nous présenter sur la manière d'interagir autrement.

Alors, nous sommes très reconnaissant de votre présence parce que cela prouve que vous êtes intéressés, mais nous voudrions aussi quels sont vos points de vue pour renforcer ces échanges, approfondir ces échanges.

BERTRAND DE LA CHAPELLE: Dernière question.

SUSAN PAYNE:

je suis membre de l'IPC. Je voudrai vous demander quels sont les mécanismes de responsabilité que vous avez pour que les représentants du GAC n'avancent pas sur l'ordre du jour ou l'agenda de leur pays en particulier de manière, disant, contraire à ce qui devrait être bénéfique pour l'organisation dans son ensemble.

---

**BERTRAND DE LA CHAPELLE:** En premier lieu, vous posez une très bonne question. Quelle est la différence entre l'intérêt public national et l'intérêt public mondial. Pour reprendre ce que Suzanne a dit et je crois que vous comprenez. Cette question ne peut avoir une réponse de vingt seconde. Donc, ce que je vais suggérer si les organisateurs sont d'accord, si les organisateurs de la séance suivante sont d'accord.

C'est donc l'une des questions qui devrait trouver réponse à Los Angeles parce que nous en sommes à la clôture de notre réunion. Je crois que les deux dernières questions présentes, nous indiquent la voie à suivre selon ce qu'on a vu à Net Mondial pour structurer la prochaine session. Anders, tu as les dernières paroles, les derniers mots.

**ANDERS HEKTOR:** J'ai une petite réponse parce que le débat pourrait être très long à cet égard. Mais, la réponse la plus brève concerne le consensus sans des objections sur le fond. La Suède ne peut pas montrer un thème qui soit purement suédois sans avoir le soutien du GAC. Nous pouvons dire ce que nous pensons.

Tout le monde peut nous écouter. Nous pourrions présenter tous nos arguments, mais ce thème ne sera pas. Enfin, la discussion sur ce thème ne se poursuivra pas au moins d'avoir une coïncidence. Je vois Manal affirmer cela. Je ne veux pas continuer à parler de cela. Je veux donc clôturer cette séance. Nous vous sommes très reconnaissants de votre présence.

---

Veillez lever la main pour montrer si vous ne faites pas partie du GAC. Bien, il y en a davantage que lorsque nous avons commencé la séance. C'est un bon signe. Nous allons refaire cela pour la réunion de Los Angeles, c'était la première tentative de faire une séance ouverte. Nous aurons besoin de vos contributions. Si vous avez des idées pour améliorer ce que nous devons continuer à faire, ce qu'il faut améliorer, ce qu'il ne faut plus faire. Je vous demande cela au secrétariat du GAC. Nous espérons vous rencontrer encore une fois. Merci. Et merci encore une fois à Bertrand.

**[FIN DE LA TRANSCRIPTION]**